

Le sénateur McGrand: On a abordé le sujet tant et plus devant le Comité sur la vieillesse. J'entends encore le sénateur Fergusson et le sénateur Quart soulever le sujet des maisons comprenant un appartement pour grand-maman, ou un endroit réservé au grand-père et à la grand-mère: l'appartement de grand-maman. Beaucoup de témoignages avaient alors fait valoir que ce sont les enfants qui s'élèvent contre la présence des grands-parents.

Mais, je suis tout à fait de l'avis du sénateur Quart que les grands-parents font les meilleurs arbitres, la grand-mère surtout.

Le sénateur Quart: Le grand-père aussi.

Le sénateur McGrand: A peu près en même temps, Arnold Tonybee—dont nous reconnaissons tous le talent—écrivait un article sur le déclin des diverses civilisations au cours de l'histoire. Il y affirmait que de toutes les civilisations que l'histoire a connues, la civilisation occidentale était la seule qui chassait les vieilles gens de leur maison; et qu'une telle attitude entraînerait à longue échéance des conséquences désastreuses pour la société.

Que réserve aux vieillards l'art de la construction des maisons? Va-t-il séparer davantage les vieilles gens de leur famille immédiate et leurs petits-enfants; ou tentera-t-il de construire des maisons qui peuvent réunir trois générations?

Quelques-unes de ces vieilles maisons de Saint-Jean, qui ont été construites il y a bien des années, et qui occupent maintenant une zone défavorisée, ont été bâties pour accueillir trois générations. Devriez-vous les restaurer ou devriez-vous construire de ces maisons qui morcellent les familles?

M. Smith: Décidément, je ne crois pas en la ségrégation; et, à mon avis, personne ici n'y croit. Je ne puis comprendre pourquoi on ne voudrait pas de ses parents à la maison. C'est ici mon opinion personnelle. Je pourrais comprendre s'il s'agissait d'une belle-mère ou d'un cas analogue. Une partie de la difficulté se trouve là; vous êtes en présence de deux groupes familiaux. Qui va entrer, qui va sortir, et qui va rester?

Le président: Le sénateur McGrand, lui prétend que personne ne reste. C'est là mon idée.

M. Smith: Vous ne pouvez passer d'un extrême à l'autre: la maison ne peut recevoir toute la parenté. On aurait deux groupes de parents par alliance, le sien et la sienne, en plus du père, et de la mère.

Le sénateur McGrand: C'est très rare. Aux États-Unis, c'est dans la zone la plus peuplée—le plus grand village chinois d'Amérique—que la criminalité est la plus faible. Je veux parler du Chinatown, à New-York; c'est le doyen de la famille qui tranche les débats.

M. Smith: Qui dit vieillesse dit sagesse.

Le sénateur McGrand: C'est exact; mais, vous voyez, nous avons abandonné cela. Et il ne semble pas que nous ayons de solution malgré la modernisation fantastique et les planificateurs sociaux.

M. Smith: Quelqu'un les a-t-il avertis? Nous avons essayé de les mettre au courant des problèmes que pose la planification et de l'importance de la cellule familiale.

Le sénateur McGrand: La construction des maisons est le fait des courtiers en immeubles et des entreprises de construction.

Le sénateur Fournier: La prochaine génération va bannir les parents. Ils n'auront pas accès à leur maison.

Le président: Pour revenir à votre mémoire, vous parlez de stimuler la hausse du salaire minimum. Dans cette province, il est, je crois, de \$1.10 ou \$1.15.

M. Smith: \$1.15.

Le président: Voilà sûrement quelque chose d'important. Au niveau fédéral, le salaire minimum est de \$1.65; les employés du gouvernement obtiennent ce salaire, même à l'intérieur de la province, ce qui est une bonne chose. Mais, vous autres, qu'avez-vous fait au niveau local pour hausser le salaire minimum, dont le travailleur indigent se ressent tellement?

M. Smith: J'ignore si quelqu'un de l'auditoire peut répondre à cela. Pour ma part, je n'en le puis pas: je n'ai jamais rien fait en ce sens.

Monsieur Finigan, savez-vous quelque chose à ce sujet?

M. Finigan: Monsieur le président, le salaire minimum tombe sous la juridiction du ministère du Travail. Il le réajuste constamment. Mais, d'après moi, son problème, c'est que l'industrie ne peut payer plus. Avons-nous besoin de ces entreprises qui payent \$1.15? Je ne le sais pas. Probablement que oui. Mais, à mon avis, le ministère du Travail s'incline devant ces entreprises. Ils disent: «Si vous élevez le salaire minimum, nous allons